

**L'hon. M. Stanfield:** Pensez, monsieur l'Orateur, aux retards; à ce que coûte à notre pays ces jugements erronés, ces prévisions fausses, ces bévues du gouvernement et du ministre des Finances pendant ces derniers mois.

**Des voix:** Bravo.

**L'hon. M. Hees:** C'est renversant.

**L'hon. M. Stanfield:** Le ministre accepte maintenant les propositions que nous avons déjà faites en janvier et même avant. Pensez au coût énorme de ce retard pour les Canadiens, pour le pays tout entier. Ce délai coûte cher aussi au Trésor. Je dis au ministre des Finances que l'abattement de 7 p. 100 sur l'impôt des sociétés pour cette période de temps restreinte n'est pas aussi important que celui qu'il devrait proposer en ce moment. S'il était disposé à prolonger cette période, tout serait différent. Mais pour une aussi courte période de temps, la réduction ne sera pas efficace.

Si le ministre envisage une réduction de l'impôt à court terme, réduction qu'il s'engage à appliquer seulement jusqu'à la fin de 1972, pas davantage, alors des abattements d'impôt sur le revenu personnel de plus de 3 p. 100 auraient donné des résultats et se seraient révélés bien plus équitables et plus justes que les réductions à court terme, monsieur l'Orateur.

**L'hon. M. Hees:** Et elles auraient créé beaucoup plus d'emplois.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Stanfield:** En ce qui concerne les sociétés, l'effet sur les placements et sur les stimulants aurait été bien plus bénéfique, sans qu'il en coûte un cent au gouvernement, si le ministre avait annoncé qu'il différerait l'application des parties du bill sur la réforme fiscale qui touchent les sociétés. Cela ne lui aurait pas coûté un cent.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je dois interrompre le chef de l'opposition. Il a bénéficié de trois minutes supplémentaires afin de compenser pour les interruptions, soit la même prolongation que l'on a accordée au ministre des Finances pour la même raison. La Chambre consent-elle à l'unanimité à ce que le chef de l'opposition continue son discours?

• (8.50 p.m.)

**Des voix:** D'accord.

**L'hon. M. Stanfield:** Je serai très bref, monsieur l'Orateur. Je sais gré à la Chambre de sa générosité à cet égard. Je suis heureux de constater que le gouvernement reconnaît la nécessité d'agir. Certaines mesures proposées s'avéreront certainement salutaires.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Stanfield:** Si le gouvernement suit mon conseil, il peut affecter cet argent à bien meilleur usage et avec beaucoup plus de profit. Le gouvernement a fait preuve d'un jugement déplorable et pervers en matière d'économie.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Stanfield:** Le budget de ce soir, qui suit celui de juin, en constitue la meilleure preuve. Le gouvernement a pataugé. En toute sincérité, je fais remarquer au ministre que le pays n'a pas confiance en lui. En passant par vous, monsieur l'Orateur, je ne lui envoie pas dire que nous n'avons pas confiance en lui.

[M. Baldwin.]

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Stanfield:** Il ferait mieux de démissionner.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Stanfield:** Je veux ajouter une chose. Il me répugne de le dire ici, car je n'aime pas attaquer les gens qui ne sont pas là pour se défendre, mais la chose doit être dite. Le gouvernement a besoin de nouveaux conseillers économiques. On n'en trouve pas de meilleure preuve que le budget de ce soir.

**Des voix:** Bravo!

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, même si je n'ai pris connaissance du programme du gouvernement que depuis sept heures, j'ai l'intention de parler le mieux possible du programme présenté par le ministre des Finances (M. Benson). Je commencerai par exprimer ma satisfaction de ce que le gouvernement ait enfin relevé le défi de notre époque et jugé bon, beaucoup trop tard et de façon bien insuffisante, de présenter un programme de lutte contre le chômage prévu pour cet hiver.

Le premier point que je soulève c'est que nulle part dans sa déclaration, ni dans les documents que j'ai lus, on ne tente d'évaluer soit le niveau de chômage auquel on peut s'attendre cet hiver, soit le nombre d'emplois que créera le programme présenté par le ministre.

**Des voix:** Bien dit.

**M. Lewis:** Je m'inquiète particulièrement de ce dernier, car c'est un indice de la situation à laquelle nous faisons face. Dans les documents que j'ai consultés, on signale que le programme de prêts de 160 millions consentis aux municipalités l'an dernier a créé un total de 13,000 emplois. Je demande aux députés d'en prendre note. Treize mille emplois ont été créés avec ces 160 millions, ce qui correspond d'après le document à 13,000 Canadiens par an. Si tel est le cas, monsieur l'Orateur, le programme présenté par le ministre des Finances effleurera à peine la véritable crise de chômage prévue cet hiver.

**Des voix:** Bravo!

**M. Lewis:** Il incombe au ministre de dire au Parlement et aux Canadiens combien d'emplois ce programme est censé créer. D'après les renseignements que nous possédons actuellement, je suppose que nous serons chanceux si 30,000 ou 50,000 Canadiens obtiennent un emploi cet hiver sur un nombre global de chômeurs qui pourrait atteindre 700,000, 800,000 ou même davantage. Je ne parle pas des effets cumulatifs qui peuvent se faire sentir d'ici six, huit ou dix mois. Je parle des quatre ou cinq mois de cet hiver. Je me permets de faire remarquer que nous aurons de la chance si 50,000 chômeurs trouvent un emploi par suite de ce programme. La raison qui pousse le ministre à agir est parfaitement illustrée par l'absurdité qui caractérise le préambule de son discours. Il a repris les mêmes boniments optimistes dont on nous rebat les oreilles depuis les 18 derniers mois.

**Des voix:** Bravo.

**M. Lewis:** Il exprime toujours le même contentement et la même satisfaction à propos de la tenue de l'économie. A mes yeux, rien n'est plus absurde que cette phrase de son discours: «Notre taux de chômage ne découle pas d'un manque de croissance de l'emploi.» Jusqu'où la stupidité peut-elle aller, monsieur l'Orateur?

**Des voix:** Bravo!